



L'observateur indépendant  
du Fonds mondial

# Observateur du Fonds Mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 25 : 18 avril 2016

OFM est une lettre d'information indépendante sur le Fonds mondial.

[Abonnez-vous](#) à l'OFM ou [ajoutez-le à votre abonnement](#).

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Ecrivez-nous >>](#)

## AU SOMMAIRE:

### 1. ACTUALITES : Le Fonds mondial abandonne les efforts pour promouvoir la concurrence des génériques

Historiquement, le Fonds mondial a toujours appuyé les efforts pour promouvoir la concurrence des génériques. Pourtant, l'organisation a récemment fait preuve d'une certaine timidité à ce sujet.

### 2. COMMENTAIRE : Rendre les évaluations de performance et les plans d'amélioration des ICN publics

Les instances de coordination nationale sont des entités publiques qui doivent rendre des compte aux parties prenantes. Ainsi, le Fonds mondial devrait rendre publiques les évaluations de performance et les plans d'amélioration de ces instances selon David Garmaise.

### 3. ACTUALITES : Selon le BIG, les systèmes de contrôle financier et opérationnel au niveau du Secrétariat sont efficaces

Le Fonds mondial a donné de très bonnes notes au Secrétariat en ce qui concerne le respect des principales politiques internes, notamment les contrôles opérationnels et financiers. Des faiblesses demeurent cependant dans les systèmes de contrôles après-décaissement et dans les achats. Le BIG affirme également que des faiblesses importantes demeurent dans les systèmes de contrôles sur les achats au niveau des bénéficiaires principaux.

#### 4. ACTUALITES : Où en est-on des six Initiatives Spéciales du Fonds mondial ?

Cet article comprend un état des lieux des progrès sur les Initiatives Spéciales du Fonds mondial dans le cadre du nouveau modèle de financement.

#### 5. ACTUALITES : En Ouganda, une loi sur les ONG met en péril les activités tournées vers les populations clés

En Ouganda, une loi régulant les ONG, signée par le président fin janvier, met en péril les activités tournées vers les populations clés. Des OSC prévoient de contester cette loi devant la justice.

#### 6. ACTUALITES : Le Kenya prend des mesures pour réduire les risques d'interruption de traitement

Le Kenya a mis en place des mesures pour réduire les risques d'interruption de traitement. Cette initiative répond à des ruptures de stock de médicaments antituberculeux survenues en 2014 ainsi qu'à des risques de ruptures de stock additionnels identifiés pour les trois maladies.

#### 7. ACTUALITES: La contribution européenne de 470 millions d'euros est un bon début pour la campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial

La contribution de la Commission Européenne à hauteur de 470 millions d'euros au Fonds mondial dans le cadre de sa reconstitution des ressources est de 27% plus élevée qu'en 2014-2016. Au même moment, les défenseurs du Fonds mondial se sont réunis à Amsterdam pour développer une stratégie afin de garantir une solide reconstitution des ressources.

#### 8. ACTUALITES: Des recommandations pour les pays en transition

Un article publié conjointement par APMGlobal Health et Aidsplan comprend des recommandations pour les pays qui ne bénéficient plus du financement du Fonds mondial.

## ARTICLES:

### 1. Le Fonds mondial abandonne les efforts pour promouvoir la concurrence des génériques

#### *La stratégie du Fonds mondial fait l'objet d'une surveillance accrue*

Nathalie Abejero

Avec des protections de brevets de plus en plus strictes, les coûts des nouveaux traitements ne cessent d'augmenter. Il s'agit d'un problème mondial qui touche les pays quel que soient leurs niveaux de revenus, mais qui est particulièrement difficile à gérer pour les pays pauvres et en transition.

Jusqu'à récemment, le Fonds mondial faisait un plaidoyer en faveur de médicaments et d'autres produits de santé disponibles à des prix abordables, choisissant de promouvoir la concurrence des génériques afin de faire baisser les prix des médicaments.

Selon le Guide des Politiques d'Achat et de Gestion de l'Approvisionnement des Produits de Santé du Fonds mondial datant de 2012, le Fonds mondial a longtemps soutenu les efforts pour « éliminer les obstacles et les pratiques qui empêchent l'accès à des médicaments à moindre prix en promouvant la concurrence des génériques afin de réduire les coûts », y compris « en recourant aux flexibilités des accords ADPIC (voir ci-dessous) pour garantir les prix les plus bas pour des produits médicaux de qualité et permettre d'utiliser l'argent des subventions pour obtenir l'expertise nécessaire. »

Mais récemment, le Fonds a adopté une approche beaucoup plus conservatrice et a même gardé le silence alors qu'il aurait pu faire jouer son influence politique pour promouvoir des mesures en faveur des génériques sur lesquels de nombreux pays comptent pour garantir l'accès à des médicaments de qualité.

Par conséquent, la stratégie du Fonds mondial concernant la propriété intellectuelle (PI) fait l'objet d'une surveillance accrue de la part des défenseurs des droits de la personne et des activistes en matière de santé, ainsi que des partenaires de développement, tels que Médecins Sans Frontières (MSF), UNITAID, et Health Gap. Ils ont fait appel au Fonds mondial pour que l'organisation utilise son influence pour promouvoir la concurrence générique et recourir à son pouvoir d'achat pour faire baisser les prix.

#### **Accords de libre-échange**

Cette campagne pour protéger l'accès aux médicaments à moindre coût s'intensifie alors que le

Partenariat transpacifique (TPP) (un accord crucial qui va créer la plus grande zone franche au monde, et qui aura un impact sur 40% de l'économie mondiale) est en train d'être finalisé pour ratification.

En plus d'augmenter les coûts à cause des protections de brevets plus strictes, les accords de libre-échange ont généralement favorisé les détenteurs des droits de PI, ce qui porte préjudice à la concurrence et aux consommateurs. Mais le TPP va encore plus loin et menace l'accès aux médicaments à moindre coût. Le TPP crée des formes supplémentaires de monopole, allant au-delà des protections minimales qui ont déjà fait l'objet d'accords au niveau mondial.

Par exemple, le TPP élargit les dispositions pour les monopoles de brevet de médicaments et donne des pouvoirs élargis aux corporations pharmaceutiques étrangères pour directement interférer dans les politiques sanitaires publiques nationales. Les activistes estiment que ces protections de brevet plus larges et plus fortes vont aboutir à des médicaments plus chers et retarder l'arrivée des génériques sur le marché, ce qui empêchera des millions de gens d'y avoir accès. Si l'accord est ratifié, affirment-ils, des monopoles sans précédent sur les médicaments menaceront les flexibilités durement négociées de l'ADPIC qui garantissent aux pays l'accès à des médicaments à moindre coût.

Les ADPIC (Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce) sont une annexe à l'accord de 1994 créant l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui contrôle le système commercial international. Pour les pays membres de l'OMC, les ADPIC introduisent des protections des droits de PI.

En réponse aux préoccupations soulevées concernant les effets néfastes des régimes de PI sur la santé publique et le développement, notamment pour les pays en développement, la déclaration de DOHA a été émise par l'OMC en 2001. DOHA affirmait que les dispositions sur la PI dans les accords commerciaux ne doivent pas avoir d'incidence sur l'obligation des gouvernements de respecter les droits de l'homme. Selon cette déclaration, les membres de l'OMC ont le droit d'utiliser pleinement les flexibilités des ADPIC (importation parallèle, licence obligatoire, facultative, exceptions, exemptions) pour protéger la santé publique et garantir l'accès aux médicaments pour les plus pauvres.

### **Le Fonds mondial détient une position unique**

Les achats de produits de santé constituent 40 à 50% des décaissements annuels du Fonds mondial, rendant la position du Fonds mondial unique pour influencer les prix des médicaments clés, étant donné la volonté exprimée par le Fonds d'optimiser ses dépenses. Mais à la place, le Fonds semble avoir abandonné ses politiques visant à protéger la santé publique et la concurrence.

Comment expliquer son silence durant les débats sur la PI et plus particulièrement pendant les

négociations récentes durant lesquelles les pays les moins développés ont demandé un délai dans l'application des règles plus strictes par l'OMC ? Finalement, l'OMC a répondu à leur requête favorablement, même si le délai a été limité à 2033.

Une autre exemple est la Stratégie relative au Fonctionnement des Marchés que le Conseil d'administration du Fonds mondial a récemment adopté. Elle consiste à intensifier l'influence du Fonds mondial sur les dynamiques de marché pour augmenter l'accès aux produits de santé (voir notre [article](#) dans l'OFM). Le texte initial de la stratégie qui a été distribué par le Secrétariat pour commentaires a été critiqué pour son manque de fermeté concernant les problèmes de la PI et de la concurrence des génériques. Les délégations des ONG et des communautés membres du Conseil d'administration ont envoyé des centaines de pages de contributions au Conseil pour tenter d'affermir le langage. Mais le texte révisé qui a été présenté au Conseil était toujours timide malgré un plaidoyer de dernière minute lors de la réunion du Conseil qui a abouti à quelques améliorations.

Bien que le Fonds mondial affirme qu'il soutient les efforts pour éliminer les obstacles à l'accès aux médicaments à moindre coût liés à la PI, il a échoué à développer des stratégies pour éliminer ces obstacles dans les pays maîtres d'œuvre. De plus, selon certains activistes, la position adoptée par le Fonds mondial est que ces questions se situent en dehors du champ de la Stratégie relative au Fonctionnement des Marchés.

De nombreux acteurs sont impliqués dans la lutte en faveur des médicaments à moindre coût, tels qu'UNITAID et la Communauté de Brevets sur les médicaments qui investissent des sommes substantielles pour garantir l'accès aux médicaments à moindre coût. MSF fait valoir que les outils existants pour éliminer les obstacles liés à l'IP peuvent être renforcés de manière significative grâce à l'influence du Fonds mondial sur les marchés, mais encore faut-il que cette influence soit utilisée.

Une autre préoccupation exprimée par MSF concerne l'approche du Fonds mondial visant à centraliser les activités clés telles que l'achat en gros et le marché en ligne. Les stratégies consistant à centraliser ces activités visent à encourager l'innovation et réduire les coûts mais elles aboutissent à une situation de quasi-monopsonne pour le Fonds mondial au lieu d'encourager les pays à résoudre les questions des obstacles liés à l'IP pour défendre leurs intérêts en matière de santé publique. En économie, un monopsonne est une structure de marché dans laquelle un seul acheteur interagit avec de nombreux vendeurs potentiels d'un produit donné). MSF affirme que les négociations pour baisser le prix des médicaments manquent de transparence et ne sont contrôlés par aucun mécanisme de vérification, ce qui réduit l'appropriation du processus par les pays.

Brook Baker de Health GAP ajoute que « si le Fonds mondial encourage l'achat groupé, il pourrait donner aux pays plus d'informations sur les statuts des brevets et les aider à modifier leurs lois pour utiliser les flexibilités des ADPIC ». Selon lui, le Fonds pourrait faire plus pour renforcer les capacités d'approvisionnement et d'achat des pays à faible et moyen revenu.

« Les subventions peuvent être utilisées pour appuyer le travail lié aux ADPIC afin que les pays puissent inclure ce types d'activités dans les propositions », affirme Brook Baker. « Mais le soutien du Fonds mondial pour ce type de travail n'est pas clair. Il devrait être explicite en terme à la fois de plaidoyer et d'assistance technique. C'est particulièrement important pour les pays qui ne bénéficient plus du soutien du Fonds mondial. Ce dernier devrait laisser derrière lui un ensemble de politiques et de pratiques pour des achats efficaces qui auront un impact sur tous les produits de santé et pas seulement les produits liés au VIH, la TB et le paludisme. »

### **Explorer toutes les possibilités**

« Tous les moyens pour garantir l'accès à des médicaments à moindre coût devraient être étudiés », déclare Rohit Malpani, le Directeur de la Politique et de l'Analyse à MSF. « Le Fonds mondial, en raison de son poids immense, peut employer beaucoup de méthodes pour permettre aux pays récipiendaires de protéger leurs priorités en matière de santé publique. Cela passe par un soutien explicite pour l'utilisation des flexibilités des ADPIC ainsi qu'influencer ses options d'approvisionnement.

« De plus, le Fonds mondial devrait encourager un examen approfondi de ces options d'approvisionnement pour mieux informer les pays. Il devrait produire et publier des analyses claires sur l'impact des accords de libre-échange et d'autres politiques commerciales sur la concurrence des génériques pour les produits de santé. »

MSF et Health GAP recommandent également que le Fonds mondial recrute un expert en PI dans le cadre de son travail d'analyse du marché. Le Fonds devrait également, à la suite du travail d'UNITAID et de la Communauté des Brevets en Médicaments, se pencher sur la manière d'éliminer les obstacles liés à la PI en négociant des licences facultatives pour les produits de santé clés et en élargissant l'accès aux génériques dans les pays à faible et moyen revenu.

Selon Brook Baker, il y a également un autre problème. « Les intérêts commerciaux exercent une influence importante sur les stratégies d'approvisionnement et de prix du Fonds mondial », dit-il. « C'est le gros problème dont personne n'ose parler. » Les Etats-Unis sont le bailleur de fonds le plus important du Fonds mondial et les groupes de défense des intérêts pharmaceutiques, soutenant les dispositions de PI en faveur de l'industrie et le TPP y sont très influents. Le deuxième donateur le plus important du Fonds mondial est la Grande-Bretagne, qui a également un lobby pharmaceutique très fort qui pousse en faveur de monopoles plus longs sur les médicaments de marque, ce qui empêche les médicaments génériques d'entrer sur le marché.

---

## **2. Rendre les évaluations de performance et les plans d'amélioration des ICN publics**

David Garmaise

*Cet article est le deuxième d'une série de commentaires sur les lacunes du Fonds mondial en matière de transparence. Le premier [commentaire](#) concernait la soumission et l'examen des notes conceptuelles.*

Le Bureau de l'Inspecteur général a récemment complété un audit des instances de coordination nationale (voir notre [article](#) dans l'OFM). Le BIG a examiné les documents de 50 ICN incluant les résultats des évaluations de performance que chaque ICN doit conduire annuellement. Seul le BIG peut accéder à ces documents car le Fonds mondial ne les rend pas publics.

D'après la note d'orientation des ICN, il y a trois étapes dans le processus d'évaluation des performances : (1) une auto-évaluation menée par l'ICN avec l'aide d'un assistant technique; (2) des entretiens supplémentaires avec les membres de l'ICN et des non-membres menés par l'assistant technique (le Fonds utilise une équipe de deux personnes) et (3) la préparation d'un plan d'amélioration de l'ICN par l'ICN et l'assistant technique.

Ainsi que le nom le suggère, les plans d'amélioration contiennent des informations sur la manière dont les ICN prévoient de résoudre les problèmes identifiés dans les évaluations de performance.

Pourquoi ces documents ne sont-ils pas publics ? Les ICN ne sont pas des entités privées. Elles sont des entités publiques qui doivent rendre des compte aux parties prenantes. Ces parties prenantes dans chaque pays ont le droit de connaître la performance de leurs ICN et les mesures prises pour l'améliorer. D'autres organisations comme Aidspan qui suivent le Fonds mondial devraient pouvoir accéder à cette information.

Cela serait cohérent avec l'engagement du Fonds mondial envers plus de transparence. L'un des documents de base du Fonds déclare :

« Une large disponibilité des documents relatifs aux projets du Fonds mondial ne fera qu'augmenter la compréhension et le soutien envers la mission du Fonds mondial, tout en renforçant la transparence et la responsabilité ».

Je n'aurais pas pu mieux le dire.

---

### **3. Selon le BIG, les systèmes de contrôle financier et opérationnel au niveau du Secrétariat sont efficaces**

*Des faiblesses demeurent dans les contrôles après décaissement, surtout au niveau des  
RP*

David Garmaise

Le Fonds mondial a donné de très bonnes notes au Secrétariat en ce qui concerne le respect des politiques internes, notamment les contrôles opérationnels et financiers. Un [rapport](#) d'audit a été publié sur ces mécanismes le 4 mars 2016.

Selon le BIG, les systèmes de contrôle des budgets et des prévisions, de la gestion des liquidités et des finances avant décaissement sur les processus des subventions sont généralement efficaces. Le Bureau note des faiblesses dans les systèmes de contrôle après décaissement et dans la mise en oeuvre du référentiel de contrôle interne COSO mais affirme que le Secrétariat dispose de plans adéquats pour résoudre ces problèmes.

Enfin, le BIG estime qu'il existe des faiblesses importantes dans les contrôles relatifs aux achats, mais note que le Secrétariat a prévu des mesures pour améliorer sa performance dans ce domaine.

Le référentiel COSO est un modèle international pour les contrôles internes qui a été adopté par le Conseil d'administration.

Depuis les préoccupations exprimées en 2012 par le Conseil d'administration et dans le rapport du groupe de haut niveau concernant la gouvernance et les mécanismes de contrôle, le Fonds mondial a fait des efforts importants pour renforcer ses contrôles internes. Ces efforts comprennent une formalisation des politiques, des procédures et des contrôles notamment ceux qui sont liés à la gestion financière. Les processus de gestion des subventions ont également été améliorés, selon le BIG, grâce à plusieurs outils de suivi et évaluation – le Comité Exécutif de Gestion des Subventions, le Rapport de Progrès Semestriel et le Rapport de Décaissement, ainsi que le Rapport des Finances et des Dépenses – mis en place par le Secrétariat pour garantir que les fonds sont bien utilisés afin d'atteindre les objectifs des subventions.

Le Comité Exécutif de Gestion des Subventions supervise les activités de gestion des subventions et le développement des politiques opérationnelles en soutien à ces activités.

Le Rapport de Progrès Semestriel et le Rapport de Décaissement est issu du rapport d'étape et demande de décaissement (PU/DR en anglais) qui est un outil utilisé par le Fonds mondial pour examiner les progrès de mise en oeuvre des programmes; donner une note à la subvention; identifier les problèmes de mise en oeuvre et les risques potentiels futurs et élaborer des mesures d'atténuation des risques

Le Rapport des Finances et des Dépenses fournit des informations financières sur la mise en oeuvre de la subvention et suit où l'argent va et la manière dont il est dépensé.

Cependant, le BIG affirme que le processus pour améliorer les contrôles internes « a eu lieu de manière ad hoc et fragmenté, laissant des lacunes importantes et exposant le Fonds mondial à des détournements de fonds potentiels ». Ces lacunes ont été notées dans des rapports précédents du BIG sur des audits de la chaîne d'approvisionnement et des achats et sur la fonction informatique



ainsi que dans les rapports d'enquête du BIG.

« Il est donc crucial pour l'organisation de formaliser le cadre des contrôles internes comme l'a recommandé le Conseil en 2012. Cela garantira des contrôles efficaces et adéquats au niveau de la structure et au niveau du processus. »

Si les contrôles concernant les mécanismes d'achat groupé ont été qualifiés d'appropriés et efficaces, les contrôles de la livraison des commandes qui relèvent de la responsabilité du RP ne sont pas appropriés. Selon le BIG, il n'existe pour le moment pas de mesures de contrôles pour assurer que les commandes et les paiements effectués aux agents d'approvisionnement sont exactes et que les livraisons aux RP sont correctes.

---

#### **4. ACTUALITES : Où en est-on des six Initiatives Spéciales du Fonds mondial ?**

Gemma Oberth

Le Secrétariat a donné des informations sur les Initiatives Spéciales au Comité de la Stratégie, des Investissements et de l'Impact (CSII) et au Comité des Finances et des résultats opérationnels. Ces informations n'ont pas été rendues publiques, mais Aidspan a reçu la permission d'en couvrir le contenu.

Dans notre dernière édition de l'OFM (en anglais voir tableau 1 de [l'article](#) en question), nous avons couvert les nouvelles informations concernant les dépenses pour ces six Initiatives Spéciales. Ce qui suit fournit de plus amples de détails sur les progrès accomplis jusqu'à présent.

##### **Fonds d'urgence**

Le Fonds d'urgence est conçu pour garantir la continuité des services de base pour le VIH, la TB et le paludisme qui risquent d'être interrompus en cas de conflits, de catastrophes naturelles ou d'autres épidémies. Pour cette initiative spéciale, 11,6 millions de dollars ont été attribués à cinq pays : Libéria (\$1.62 million), Sierra Léone (\$1.63 million), Syrie (\$3.32 million), Népal (\$2.13 million) et l'Ukraine (\$2.97 million).

Les fonds d'urgence pour le Libéria et la Sierra Léone concernent la prévention du paludisme dans le contexte de la crise d'Ebola. Au Libéria, les fonds sont consacrés à acheter 448 084 moustiquaires d'imprégnation longue durée pour combler les lacunes des distributions dans le cadre de la campagne nationale en raison d'Ebola. En Sierra Léone, le soutien porte sur la campagne de distribution massive de médicaments qui vise à traiter plus de 2,3 millions de personnes avec des antipaludiques quelque soit le statut de leur maladie. L'objectif de la campagne de médicaments est

de réduire la transmission d'Ebola parmi les patients du paludisme, ce qui peut arriver si la fièvre paludique est confondue avec la fièvre Ebola et que les patients sont mis en quarantaine ensemble.

En Syrie et en Ukraine, les fonds d'urgence sont consacrés aux services de maintenance VIH et TB dans un contexte d'instabilité politique. En Syrie, le soutien est fourni pour l'accès à la prévention TB des populations réfugiées, tandis qu'en Ukraine, les fonds sont utilisés pour les soins VIH dans les zones affectées par le conflit militaire.

Enfin, le fonds d'urgence pour le Népal vise à soutenir la lutte contre le VIH après le tremblement de terre d'avril 2015.

Il y a 15 maîtres d'œuvre préqualifiés pour le fonds d'urgence : IOM, Save the Children, PAM, UNICEF, World Vision, GIZ, International Rescue Committee, PNUD, UNOPS, Plan International, Catholic Relief Services, IFRC, PSI, International Medical Corps et le ONUHCR.

### **Communauté, droits et genre**

En plus de cet article, l'OFM a publié deux récapitulatifs des progrès de l'Initiative Spéciale CRG (en [mars](#) et en [septembre](#) 2015). Le tableau suivant montre les progrès dans le temps au sujet de l'une des Initiatives Spéciales du CRG, l'assistance technique (AT) à court terme.

In addition to this article, GFO has published two previous progress updates on the CRG Special Initiative (in [March](#) and [September](#) 2015). Linking these three updates, the Figure below shows a timeline of progress for the CRG Special Initiative's provision of short-term technical assistance (TA):

**Tableau 1: Les progrès de la disposition de l'AT courte durée dans le cadre de l'Initiative Spéciale CRG**



Le Secrétariat du Fonds mondial a récemment indiqué que chaque mission d'AT financée dans le cadre de l'Initiative Spéciale CRG mettait l'accent sur les populations clés. Beaucoup avaient également une dimension droits de l'homme, réponse communautaire, jeunesse et genre.

Les fonds engagés pour les six plateformes régionales, une autre branche de l'Initiative Spéciale CRG, ont désormais atteint un décaissement total de 4 millions de dollars. La plupart des plateformes sont dans la phase de mise en œuvre et lancent des [site web](#), des [pages](#) sur les réseaux sociaux et des [rapports d'étude](#), autant d'initiatives visant à améliorer la communication et la coordination avec les autres initiatives d'AT du Fonds mondial.

Les investissements de huit bénéficiaires du Robert Carr Network Fund atteignent un total de 5 millions de dollars (le total était de 2,6 millions de dollars en septembre 2015).

Un consultant a été recruté par le Fonds mondial pour mener un examen de l'Initiative Spéciale du CRG.

### **Renforcer les capacités des RP**

Cette Initiative Spéciale vise à soutenir les entités qui sont RP pour la première fois et qui n'ont pas les ressources pour financer des activités de démarrage et d'octroi des subventions. Jusqu'à la signature de la subvention, le Fonds mondial doit être remboursé par le RP. Les deux candidatures de préfinancement ont été approuvées pour deux programmes régionaux en Afrique, \$446,000 pour la subvention SARCM et \$84,446 pour la subvention ANECCA (voir [l'article](#) de l'OFM en anglais pour plus de détails sur ces deux subventions).

### **Optimisation des ressources et durabilité**

L'Initiative Spéciale de l'optimisation des ressources et la durabilité vise à renforcer les objectifs stratégiques du Fonds mondial pour investir les ressources manière stratégique, mesurer les investissements et les résultats, mobiliser le financement domestique et poursuivre les progrès. La somme de 5,5 millions de dollars mobilisée jusqu'à présent a largement servi au suivi des ressources et au soutien d'allocation. Des exemples spécifiques comprennent :

- Une analyse des dépenses en Afrique du Sud
- Un réseau asiatique de comptes nationaux de la santé
- Des cycles de comptes de la santé consécutifs et des dépenses par maladies dans 38 pays
- Priorisation des programmes nationaux de lutte contre les maladies dans 25 pays

### **Accords OMS – Partenariat Stop TB**

Cette Initiative Spéciale était censée soutenir le développement des notes conceptuelles mais l'OMS a depuis élargi son domaine d'intervention pour inclure un soutien technique durant l'octroi de subventions.

L'OMS a fourni un soutien pour le développement des notes conceptuelles et l'octroi des subventions pour 423 requêtes dans 97 pays. Ces investissements concernent les composantes VIH, TB, paludisme et systèmes de santé. Dans le cadre de l'accord de coopération, l'OMS a dépensé 18,2 millions de dollars et s'est engagé pour une somme additionnelle de 6,5 millions de dollars, soit un investissement total de 24,7 millions de dollars.

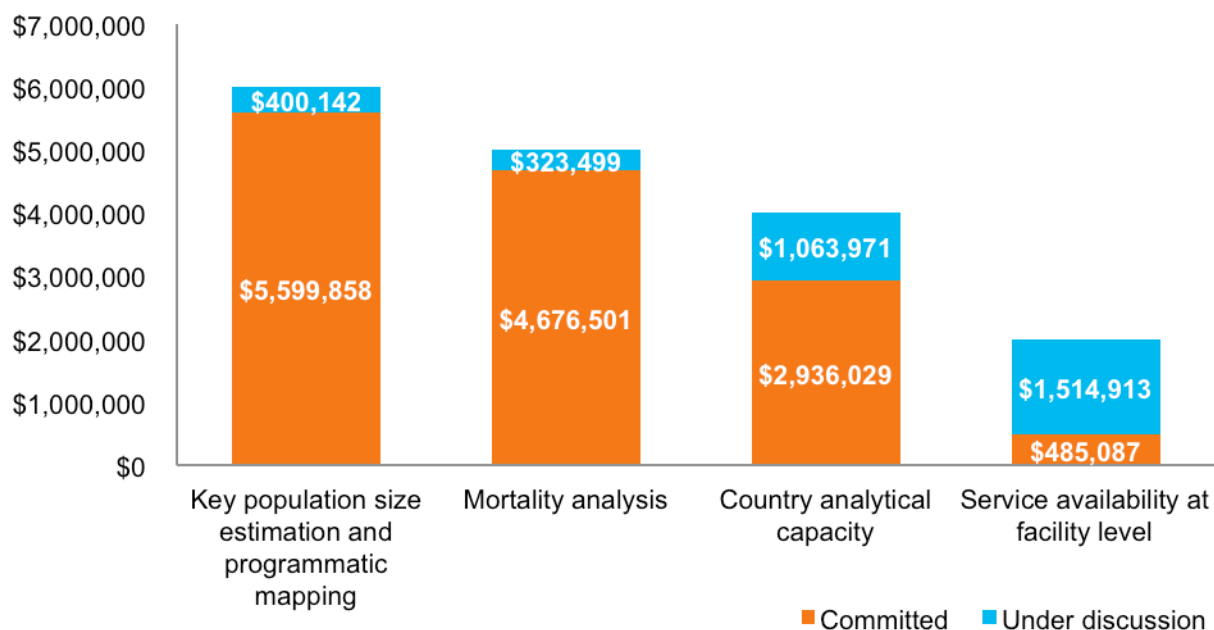
Stop TB a apporté un soutien pour le développement de 71 notes conceptuelles pour la composante TB et soutenu les dialogues-pays et l'engagement communautaire dans 30 pays. 3 millions de dollars ont été dépensés jusqu'à présent, 1,3 millions de dollars supplémentaires doivent être engagés.

L'un des engagements communautaires soutenu par Stop TB via l'Initiative Spéciale concernait les anciens mineurs, les veuves et les populations clés pour les impliquer dans le [programme](#) régional des mines contre la TB en Afrique australe. Vama Jele, le Secrétaire Exécutif de l'Association des mineurs migrants du Swaziland affirme que ce soutien a permis les organisations membres de son réseau de faire part de leurs priorités pour la subvention régionale. « Il s'agit de faire comprendre ce qui est important pour les mineurs et leur famille », affirme-t-il.

### **Systemes de données des pays**

La majorité des 13,8 millions de dollars engagés jusqu'à présent dans le cadre de l'Initiative Spéciale est consacrée à l'estimation de la taille des populations clés, à la cartographie des programmes ainsi que les analyses de mortalité (tableau 2).

**Tableau 2: Domaines d'investissement pour les systèmes de données des pays dans le cadre de l'Initiative Spéciale (en dollars US)**



### L'avenir des Initiatives Spéciales

Il n'est toujours pas certain que les Initiatives Spéciales du Fonds mondial seront renouvelées lors de la prochaine période d'allocation. La plupart des investissements décrits ci-dessus concernait des assistances techniques à court terme menant à des mises en œuvre. La plupart d'entre elles n'ont pas été achevées puisque 90% des notes conceptuelles attendues pour 2014-2016 sont soit au stade d'octroi de subvention ou ont abouti à leur approbation par le Conseil d'administration. Cependant, certaines composantes soutenues par les Initiatives Spéciales sont du long-terme. Notamment la durabilité des plateformes régionales et le soutien aux pays pour mener des cycles de contrôle des dépenses de santé. Les investissements en cours dans ce domaine dépendront des décisions du Conseil d'administration cette année.

---

### 5. ACTUALITES: En Ouganda, une loi sur les ONG met en péril les activités tournées vers les populations clés

*Des OSC prévoient de contester cette loi devant la justice*

Stéphanie Braquehais

Le président ougandais Yoweri Museveni a signé fin janvier une loi sur les organisations non-gouvernementales dont certaines dispositions pourraient mettre en danger les programmes du Fonds mondial envers les populations clés.

« La loi comprend de nombreuses dispositions vagues dont l'interprétation peut porter préjudice à des organisations travaillant avec les groupes marginalisés », observe Sylvia Nakasi, responsable de la politique et du plaidoyer pour UNASO (Uganda Network of Aids Service Organisation).

D'après le paragraphe 31(4) du texte, le Comité des ONG (nommé par le gouvernement) peut refuser d'enregistrer une ONG dont les « objectifs sont considérés comme allant à l'encontre des lois du pays ». Par conséquent, les ONG qui travaillent avec des groupes « criminalisés » (HSH, travailleurs du sexe) ont peu de chance de se voir accréditées.

En Ouganda, l'homosexualité est interdite et passible de prison. En 2014, le gouvernement [avait adopté](#) une loi obligeant les citoyens à dénoncer les homosexuels à la police, la loi avait ensuite été annulée par la Cour Constitutionnelle.

La section 40 de la loi qui vient d'être signée énumère les obligations des ONG. Elle stipule par exemple qu'une organisation « ne doit pas s'engager dans des activités qui sont préjudiciables à la sécurité et aux lois du pays (...) et ne pas s'engager dans des activités préjudiciables à aux intérêts et à la dignité du peuple d'Ouganda. »

« Le terme sécurité n'est pas précisément défini, poursuit Sylvia Nakasi. Or, travailler avec des minorités sexuelles peut être vu comme préjudiciable à la sécurité du pays en raison de la propagande en cours qui accuse les ONG d'être des agents de l'étranger. De même, « les intérêts et la dignité du peuple ougandais » n'est pas clairement défini. De nombreux Ougandais pensent que les questions de minorité sexuelle sont imposées par l'Occident et qu'elles font partie d'un complot pour porter atteinte à l'identité culturelle et religieuse des Ougandais. »

Kikonyogo Kivumbi, représentant des populations clés au sein de l'ICN et activiste LGBT s'inquiète des conséquences sur des populations déjà difficiles à atteindre. « Les groupes enregistrés comme ceux qui ne sont pas enregistrés permettent de cibler les populations clés qui se cachent. Nous craignons que la loi n'entraîne la fermeture des organisations tournées vers les travailleurs du sexe et les LGBT et que leurs dirigeants soient mis en prison. »

Du côté du Fonds mondial, le ton est extrêmement prudent.

« Nous surveillons étroitement l'évolution de la situation et sommes en contact avec les partenaires concernant l'impact potentiel de la loi », affirme le gestionnaire de portefeuille de l'Ouganda pour le Fonds mondial, Dumitru Laticevschi, précisant que c'est tout ce qui peut être dit à l'heure actuelle.

Dans un communiqué daté du 26 février, le Forum de promotion et sensibilisation sur les droits humains (HRAPF) appelle le ministre de l'intérieur, chargé de mettre la loi en vigueur, à mettre en place « des réglementations pour définir clairement les termes vagues utilisés dans la loi » et à « retarder cette mise en vigueur ». « Si ces réglementations ne résolvent pas le caractère vague de ces termes, les

organisations de la société civile contesteront les dispositions controversées devant la Cour Constitutionnelle. »

---

## **6. ACTUALITES: Le Kenya prend des mesures pour réduire les risques d'interruption de traitement**

*De sérieuses ruptures de stock sont survenues en 2014*

### **Des risques de rupture de stock additionnels ont été identifiés**

Ann Ithibu

En réponse aux ruptures de stock de médicaments antituberculeux survenus en 2014, et à des risques additionnels identifiés pour les médicaments utilisés contre les trois maladies, le Kenya a mis en place plusieurs mesures pour réduire le risque d'interruption de traitement.

Début 2014, le Kenya a connu des ruptures de stock sévères en matière de médicaments antituberculeux, notamment en ce qui concerne la streptomycine et les médicaments pédiatriques car les comtés ont échoué à acheter des médicaments. Le problème est survenu au moment où le gouvernement central décentralisait ses pouvoirs aux 47 comtés du pays, dont les services de santé, après l'adoption d'une nouvelle constitution en 2010. Les comtés ont la responsabilité de planifier et d'établir un budget pour leurs services de santé. Dans un rapport d'audit publié en juillet 2015, le Bureau de l'Inspecteur général a affirmé que le gouvernement central allouait de l'argent aux comtés sans leur donner de directives ni inclure un renforcement des capacités dans les achats et les prévisions de médicaments (voir [article](#) de l'OFM).

Si le nombre de ruptures de stock a diminué depuis 2014, John Kabuchi, responsable des achats au Kenya Medical Supplies Authority a déclaré à l'OFM que certains comtés étaient plus vulnérables que d'autres. KEMSA est l'agence gouvernementale chargée des achats des stocks et de la distribution de médicaments pour certains programmes de santé publique. John Kabuchi explique que la volonté politique et la connaissance du personnel concernant les techniques basiques de gestion des inventaires et de collecte de données sont deux paramètres qui peuvent influencer la fréquence des ruptures de stock dans les comtés. De plus, les zones de conflit sont encore plus à risque en raison de la difficulté de livrer les produits dans ces zones et de mettre en place des exercices de renforcement de capacités.

Samuel Muia, responsable du suivi dans l'instance de coordination kenyane (ICK) ajoute que les changements environnementaux ont parfois une influence dans la fréquence des ruptures de stock. Par exemple, les pluies diluviennes dans la partie ouest du pays ont entraîné un pic de paludisme

l'année dernière. Ce qui a abouti à une consommation plus élevée d'antipaludiques et des ruptures de stock au niveau des centres de santé.

Les mesures d'amélioration mises en place au Kenya sont les suivantes :

1. Un comité de vérification de l'ICK
2. Visites de terrain pour la vérification
3. Elimination des systèmes parallèles d'approvisionnement en médicaments
4. Mise en oeuvre des (a) systèmes d'information de gestion de la logistique (b) système « Pull » (flux tendus)
5. Réunions mensuelles de sécurité sur les produits

Chacune de ces mesures est résumée ci-dessous :

**Le Comité de Vérification de l'ICN.** En 2014, l'ICK a établi un comité de vérification pour renforcer sa fonction de vérification. Parmi les responsabilités du comité : assurer la transparence et l'efficacité des achats et de l'approvisionnement. L'un des outils utilisés par le comité est le tableau de bord des ICN.

Ce tableau de bord est un résumé visuel et stratégique des informations clés tirées des sources de données existantes pour tous les bénéficiaires principaux du Fonds mondial (à la fois le gouvernement et les ONG). Il comprend des indicateurs de niveau de stock où le stock du moment est comparé au stock de sécurité. Le stock de sécurité (appelé également « stock régulateur ») est le niveau de stock minimum que les réserves centrales et les structures doivent avoir à tout moment pour éviter les ruptures de stock. Au Kenya, le stock de sécurité pour les médicaments TB par exemple consiste en une réserve de six mois, tandis que pour les médicaments VIH, il s'agit de trois mois.

Si le comité de vérification identifie un problème ou ce qui pourrait en devenir un, il fera des recommandations à l'ICN dans son ensemble pour décider des actions à prendre.

**Visite de terrain pour la vérification.** Depuis sa création en 2014, le comité de vérification de l'ICK a entrepris des visites de terrain pour vérifier que les subventions sont bien mises en oeuvre. Les visites de terrain sont généralement menées deux fois par an, mais des visites supplémentaires peuvent avoir lieu en cas de besoin. En mai 2015, le comité de vérification a mené une visite de terrain dans 16 structures de santé dans les comtés de Homa Bay et Vihiga. Ces visites ont révélé des ruptures de stock d'antipaludiques pour un certain nombre de structures dans les deux comtés. (voir le [rapport](#)).

**Elimination des approvisionnements parallèles en médicaments.** Au fil des années, des donateurs ont utilisé différents mécanismes d'achat pour les ARV. Ils sont désormais intégrés dans



un système sous l'égide de KEMSA. Cela a permis d'éviter les duplications et les pertes.

**Mise en œuvre des systèmes d'information de gestion de la logistique et du système des flux tendus.** Le système SIGL est un système d'enregistrement et de collecte de données visant à agréger, analyser, valider, et montrer les données provenant de chaque niveau du système logistique. Ces données sont utilisées pour prendre des décisions et gérer la chaîne d'approvisionnement.

KEMSA a développé un système de réseau qui comprend un portail de self-service pour les consommateurs installé dans tous les centres de santé du comté. Grâce à ce portail, les structures sanitaires peuvent soumettre les données relatives à la consommation ainsi que les commandes de médicaments. Le portail a mis fin aux longs processus manuels qui pouvaient prendre des semaines voire des mois. De plus, il a réduit la somme de documents papier soumis par les structures et a augmenté la qualité des données. Cela a également permis d'améliorer la quantification et la planification des besoins au niveau national.

Bien qu'un système SIGL ait été mis en place il y a de nombreuses années, toutes les structures ne l'ont pas adopté. Des efforts ont été fournis pour permettre son adoption au niveau de toutes les structures. John Kabuchi affirme que KEMSA a donné accès au SIGL aux 47 comtés et a également mis en œuvre des initiatives de renforcement des capacités dans plus de 3000 centres de santé, soit la moitié des centres servis par KEMSA.

Une utilisation plus répandue du SIGL a permis de mettre en œuvre le système des flux tendus. Les structures de santé ont pu soumettre leurs données de consommation et commander des médicaments dans les quantités souhaitées. Le système « Pull » remplace le système « Push » dans lequel KEMSA fournissait des quantités et des variétés de médicaments prédéterminées aux structures de santé tous les trimestres. Le système Push entraînait des pertes automatiques car des produits étaient envoyés dans des structures qui n'en avaient pas vraiment besoin.

**Réunions mensuelles de sécurité des produits.** Ces réunions à différents niveaux ont été mises en place pour suivre et analyser le statut des réserves au niveau national. Elles comprennent des réunions d'équipe d'analyse de la demande, des réunions de sécurité des produits, des réunions des comités de coordination inter-agences des programmes (ICC) et des réunions ICC conjointes. Selon John Kabuchi, l'équipe d'analyse de la demande se réunit une fois par mois pour vérifier quels médicaments ont été distribués, lesquels ont été utilisés, et quels sont les besoins pour le futur. A travers ces réunions, les ruptures de stock potentielles peuvent être identifiées et corrigées de manière précoce.

### **Les défis**

En dépit de ces mesures, des défis demeurent. Selon Samuel Muia, évaluer les besoins et quantifier

les produits au niveau des structures est difficile. La collecte des données est mauvaise et les cas de maladies et de consommation des médicaments ne sont pas tous signalés ce qui conduit à sous-estimer la charge de morbidité d'une maladie. Cela complique la nécessité de faire des prévisions exactes. « Les comtés devraient garantir un système de collecte de données exhaustif car cela a un impact direct sur la quantification des produits », affirme Samuel Muia qui propose des formations pour renforcer les capacités du personnel dans ces zones.

Des faiblesses demeurent au niveau des comtés. Par exemple, lorsqu'une structure d'un comté a trop de stock d'un certain médicament et qu'une autre structure n'en a pas assez, il n'existe pas de système pour redistribuer les médicaments d'une structure à l'autre.

---

## **7. ACTUALITES : La contribution européenne de 470 millions d'euros est un bon début pour la campagne de reconstitution des ressources du Fonds mondial**

*Les défenseurs du Fonds mondial se réunissent à Amsterdam pour développer une stratégie pour la reconstitution des ressources*

Anna Maalsen

La Commission Européenne contribue à hauteur de 470 millions d'euros au Fonds mondial pour 2017-2019, soit une augmentation de 27% par rapport à celle de 2014-2016.

La contribution [annoncée](#) le 3 mars est la première dans le cadre de la 5ème campagne de reconstitution des ressources. Elle envoie un signal fort aux autres donateurs, en les incitant à augmenter leurs propres contributions.

« La contribution européenne permettra de sauver 8 millions de vies supplémentaires et d'éviter 300 millions de nouvelles contaminations », a affirmé Nevin Mimica, le Commissaire européen pour le Développement et la Coopération Internationale. « J'appelle les autres donateurs à augmenter leurs contributions afin que des systèmes de santé plus résilients soient mis en place et que les besoins particuliers des femmes et des filles, ainsi que ceux des populations clés soient mieux servis. »

Le Commissaire a ajouté que « l'une des leçons de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a été la nécessité claire de renforcer les systèmes de santé dans les pays en développement. »

Le Directeur Exécutif du Fonds mondial, Mark Dybul a loué le bon exemple donné par la Commission Européenne en matière de santé mondiale. « Au moment où l'Europe fait face à des difficultés par rapport à la crise des migrants et au changement du climat, mettre fin aux épidémies est une priorité numéro un. C'est lié à la stabilité sociale, à l'éducation et à l'accroissement des possibilités », a-t-il affirmé. 48% des contributions proviennent de l'Europe.

Au Forum Economique Mondial à Davos en Suisse en janvier dernier, Salesforce, leader mondial des sociétés de système de gestion de la relation clients, a annoncé une contribution de 5 millions de dollars au Fonds mondial. Cela s'ajoutait à la contribution d'un million faite en 2015. Salesforce a confirmé son partenariat avec RED, l'organisation fondée par Bono et Bobby Shriver pour permettre aux individus et aux entreprises de contribuer plus facilement à la lutte contre le VIH et à réunir les efforts pour donner naissance à une génération sans SIDA. RED a contribué à hauteur de 350 millions de dollars au Fonds mondial.

Sur le front du plaidoyer, les participants au groupe de travail de la société civile du G7 – qui rassemble des spécialistes des politiques de santé, des activistes et des militants des pays du G7 – ont envoyé une [lettre ouverte](#) signée par 176 organisations au Groupe de Travail des Experts de Santé du G7, appelant à « un calendrier réellement novateur en faveur de la santé et du développement durable ». Le groupe de travail a demandé au G7 de « mener le processus de la cinquième reconstitution des ressources du Fonds mondial pour assurer son financement complet » et a souligné qu'un investissement en ce sens soutiendra des systèmes de santé résilients, ce qui contribuera à la couverture santé universelle, l'un des Objectifs de Développement Durable (ODD).

La fondation espagnole, [Salud por Derecho](#), (le Droit à la Santé) a publié un article provocateur dans le quotidien national El Pais, pointant du doigt le fait que l'Espagne n'a pas fait une seule contribution au Fonds mondial ces quatre dernières années. Le pays a pourtant donné 650 millions d'euros durant la dernière décennie et a été le cinquième plus important donateur du Fonds mondial.

### **Réunion du GFAN**

Le Réseau des Défenseurs du Fonds mondial (GFAN) a tenu sa réunion annuelle portant sur sa stratégie à Amsterdam du 26 au 28 janvier. Cette réunion clé a rassemblé les représentants de plus de 60 organisations de plaidoyer, telles que Results UK, Results US, Africa Japan Forum, Malaria No More UK, and the Stop AIDS Alliance.

Les bénéficiaires du [New Venture Fund for Global Fund Advocacy](#), une organisation publique caritative américaine sur la santé mondiale participaient également à la réunion, ainsi que les délégations de la société civile du Conseil d'administration du Fonds mondial, le personnel du Secrétariat et les partenaires techniques.

Christoph Benn, le Directeur des Relations Extérieures au Fonds mondial a mentionné l'impact du taux de change sur les efforts de reconstitution des ressources étant donné que de nombreuses devises ont baissé de manière importante par rapport au dollar américain. Les pays touchés vont devoir augmenter leurs contributions (dans leur devise) de 20% juste pour rester à la hauteur de leur engagement de 2014-2016. Il leur faudra augmenter leurs contributions de plus de 20% pour générer un financement supplémentaire pour la reconstitution des ressources.

Le taux de change n'est pas le seul problème. Dans l'environnement complexe actuel concernant la santé mondiale, les trois maladies ne sont pas toujours une priorité dans le calendrier politique en raison de la crise des réfugiés. Mark Dybul a déclaré qu'on ne pouvait pas avoir un seul message consistant à vouloir « mettre fin aux épidémies ». Il a suggéré que des arguments plus persuasifs soient élaborés autour des thèmes des droits de l'homme, du genre, des LGBTI et des systèmes de santé. Il a également fait remarquer que la mobilisation des ressources domestiques était une priorité, surtout pour les pays en transition.

### **Autres développements**

Mark Dybul était récemment en Australie pour appeler à un soutien de la reconstitution des ressources. Durant la visite, il a donné une conférence à l'université nationale d'Australie. (La conférence peut être regardée [ici](#)). L'Australie est le 10<sup>ème</sup> plus important donateur du Fonds mondial (en se basant sur les financements de la période 2014-2016), mais la visite du directeur exécutif survient à un moment où le budget de l'aide internationale continue à décliner. Le budget 2015-2016 a été réduit de 20%, portant le montant total de la réduction de l'aide depuis 2013 à 11,3 milliards de dollars australiens. Le pays est le principal bailleur de fonds dans la région Indopacifique.

L'administration Obama aux Etats Unis a présenté un budget pour l'année fiscale 2017 qui voit le financement au Fonds mondial maintenu au même niveau que l'année précédente : 1,35 milliards de dollars. Si le Congrès entérine ce montant, cela signifie que les Etats-Unis s'apprêtent à contribuer au moins 4 milliards de dollars pour 2017-2019, ce qui était le montant de sa contribution pour la période précédente.

Plus au nord, au Canada, Melinda Gates a encouragé le Premier ministre Justin Trudeau à développer un plan pour atteindre l'objectif de 0,7% du revenu national brut consacré à l'aide internationale. Le budget de l'aide est également en déclin depuis dix ans, tombant à environ 0,24%. Melinda Gates a précisé que cette augmentation de l'aide devait inclure un soutien important au Fonds mondial.

Dans les pays nordiques, la Suède a réduit sa contribution au Fonds mondial en 2016 de 35% dans le cadre d'une réduction globale de son budget de l'aide internationale. La crise des réfugiés a été citée comme raison principale pour cette baisse. Un compte-rendu plus détaillé des coupes budgétaires et des réactions des activistes peut être trouvé [ici](#).

Les efforts de plaidoyer vont se renforcer les prochains mois à l'approche de la conférence pour la cinquième reconstitution des ressources qui devrait se tenir au dernier trimestre 2016. Le lieu n'a pas encore été annoncé.

---

## 8. Des recommandations pour les pays en transition

### *APMGlobal Health et Aidspan publient un article sur la transition*

David Garmaise

APMGlobal Health et Aidspan publient des recommandations pour les pays qui ne bénéficient plus de l'aide du Fonds mondial. Ces recommandations sont disponibles dans un article intitulé *Transitions vers un financement domestique pour la lutte contre le VIH*.

APMGlobal Health est une entreprise sociale qui vise à améliorer l'impact, la qualité des programmes de reproduction sexuelle, de lutte contre le VIH et de réduction des risques parmi les populations marginalisées.

L'article est écrit par Dave Burrows, Gemma Oberth, Danielle Parsons et Lou McCallum, son élaboration a été soutenue par l'ONUSIDA. Les auteurs suggèrent que les transitions doivent être basées sur trois séries de principes : (1) la transparence et la prévisibilité; (2) les bonnes pratiques et (3) les droits de l'homme. L'article est structuré dans cet ordre.

Le chapitre sur la transparence et la prévisibilité décrit le besoin d'établir des critères systématiques pour les transitions, de rendre publics des calendriers de transition et de coordonner les décisions des donateurs. Dans le chapitre sur les bonnes pratiques, les auteurs affirment le besoin d'avoir du temps, d'obtenir un engagement significatif du pays, une appropriation du processus de la part de ce dernier et un suivi et une évaluation intégrés.

La partie sur les droits de l'homme explique comment les transitions peuvent protéger et promouvoir les droits de l'homme en maintenant et en élargissant l'accès aux services essentiels de la lutte contre le VIH pour les populations clés. Cela peut se faire en créant des mécanismes de financement pour les ONG et en augmentant la capacité des ONG, en obtenant un engagement politique de haut niveau pour fournir les services, en améliorant la capacité de plaider dans les pays et à garantir le financement pour les réformes en matière de politique, de sécurité et de justice criminelle.

« Les transitions doivent être prévisibles, efficaces et protéger et promouvoir les droits de l'homme pour les populations clés », affirme l'auteur principal Dave Burrows. « Nous voyons trop de pays dans lesquels la transition a abouti à une réduction substantielle ou une élimination des services à l'attention des populations clés. »

*Transitions vers un financement domestique pour la lutte contre le VIH* peut être téléchargé [ici](#) en format pdf sur le site web de APMGlobal Health et en word et pdf depuis le site d'Aidspan (voir sous la section rapports récents).

---

Voici le numéro 25 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds Mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire à la rédactrice en chef adjointe, Stéphanie Braquehais ([stephanie.braquehais@aidspan.org](mailto:stephanie.braquehais@aidspan.org)). Pour vous abonner à l'OFM, rendez vous sur [www.aidspan.org](http://www.aidspan.org).

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan ([www.aidspan.org](http://www.aidspan.org)) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur du Fonds et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds mondial et en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « source : lettre d'information de l'Observatoire du Fonds Mondial ([www.aidspan.org/gfo](http://www.aidspan.org/gfo)), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

Droits d'auteurs © 2016 par Aidspan. Tous les droits réservés.

[HAUT](#)